



Diplômés en journalisme : *une insertion et des parcours professionnels bouleversés depuis 2000*

- › Synthèse de l'étude « L'insertion et les parcours professionnels des diplômés de formations en journalisme »
- › Réalisée par l'Ifp/Carism — Université Panthéon-Assas, Paris II
*Sous la direction de Samuel Bouron, Valérie Devillard,
Christine Leteinturier, Guillaume Le Saulnier*
- › **Septembre 2017**

Commandé par les **Observatoires des métiers de l'audiovisuel et de la presse**,
en partenariat avec les **CPNEF Audiovisuel, Presse et Journaliste**, et l'**Afdas**.

SOMMAIRE

1 Un marché de l'emploi atone, bousculé par la reconversion numérique

Page 5

2 Portrait-robot des diplômés en journalisme aujourd'hui

- > Ils sont issus majoritairement d'écoles privées
- > Ils cumulent les diplômes et passent majoritairement par information-communication
- > Leurs parcours pré-carte sont symboliques de la saturation du marché du stage

Page 6 à 8

3 Leur insertion est marquée par la précarité et une place importante du web

- > L'instabilité s'installe dès les 36 premiers mois de carrière
- > Stage, réseau de l'école et web, les meilleures voies d'accès

Page 9 à 12

4 Des carrières totalement redessinées

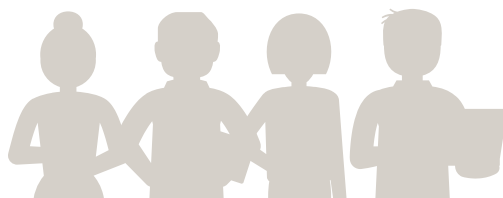
- > Plus de mobilité, moins de carrières complètes
- > Les nouvelles frontières de la profession

Page 13 à 16

5 Le phénomène de sortie du journalisme s'amplifie

- > Qu'est-ce qui pousse les journalistes à quitter la profession ?
- > Que deviennent-ils ?

Page 17 à 21



COULISSES DE L'ÉTUDE

Cette étude rassemble les contributions de deux équipes de recherche, en croisant des méthodes **quantitatives** et **qualitatives** :



Une analyse des dossiers de la Commission de la Carte d'identité des Journalistes Professionnels (CCIJP), dépouillés au sein de trois cohortes de nouveaux titulaires de la carte de presse (1998, 2008, 2013) afin d'obtenir une photographie générale des transformations des conditions d'entrée dans la profession

48 entretiens auprès de diplômés issus de trois promotions (1997, 2007, 2012), recrutés grâce à l'exploitation du réseau social professionnel LinkedIn. La méthode des entretiens permet d'approfondir l'analyse des carrières des diplômés au cours des quinze dernières années.

Un questionnaire diffusé auprès de trois promotions de diplômés en 1997, 2007 et 2012, de 27 cursus.

Au cœur de cette recherche, la perspective longitudinale permet d'intégrer les effets des cycles socio-économiques dans l'analyse des carrières. En effet, les chances et les modalités d'insertion professionnelle des diplômés sont étroitement liées à 2 facteurs conjoncturels : les cycles économiques et ceux d'innovation technologique.

Si cette recherche montre une facette de l'emploi journalistique, elle ne peut prétendre en donner une analyse exhaustive. En effet, l'absence de statistiques fiables issues des entreprises sur la réalité des marchés d'emploi en France dans les médias fausse partiellement la vision que les données de la CCIJP donnent des marchés de travail des journalistes. →

QUELQUES DÉFINITIONS



Diplômé

Ce terme regroupe les journalistes qui ont été diplômés d'un cursus spécialisé de journalisme (cursus universitaires, écoles publiques ou privées). Le terme de non diplômés rassemble les salariés qui ont été diplômés d'un autre cursus ou bien qui n'ont pas de diplômes.

NTCP

Acronyme signifiant "Nouveaux Titulaires de la Carte de Presse", sur la base du corpus de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels.

Cursus reconnu

La CPNEJ (Commission paritaire nationale pour l'emploi des journalistes) reconnaissait 8 cursus de formation au journalisme - proposés dans des écoles privées ou publiques - en 1997 ; 12 en 2007 et 14 en 2012. Aujourd'hui, sur les quatorze cursus reconnus, cinq se trouvent à Paris ou en région parisienne et les neuf autres sont situés en province.

Séquence

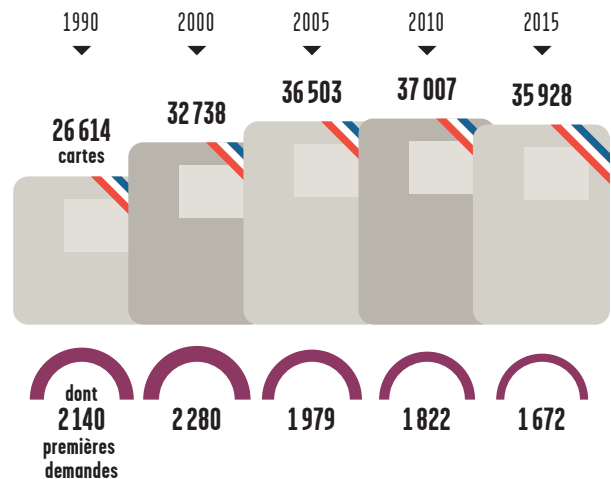
Ce sont les différentes périodes pré-professionnelles et professionnelles que traverse un journaliste au fil du temps. Avant l'obtention de la carte de presse, il s'agit soit de stages soit d'emplois temporaires pour les étudiants ; pour les autres, d'activités variées par lesquelles ils sont passés avant l'obtention de la carte. Elles sont balisées chronologiquement et se succèdent dans le temps. Pour les journalistes titulaires de la carte de presse, chaque séquence nouvelle est liée à un changement : statut, fonction, lieu de travail, entreprise...

1 UN MARCHÉ DE L'EMPLOI ATONE, BOUSCULÉ PAR LA RECONVERSION NUMÉRIQUE

Le journalisme se transforme et se réinvente. Offres de formation, marchés du travail, politiques de management, conditions d'emploi au sein des entreprises de presse... Le secteur a été bousculé par la récession liée aux années noires d'après 2008 qui a fait émerger de nouveaux acteurs et de nouvelles pratiques de production de l'information. Ce coup d'accélérateur a bousculé la hiérarchie des investissements publicitaires au profit du web et de l'audiovisuel. Le centre de gravité de la profession s'est, lui, clairement déplacé vers le numérique. Et les conditions de travail des journalistes se sont dégradées sous l'effet des restrictions budgétaires, des plans sociaux et d'une moins grande autonomie des rédactions vis-à-vis des acteurs économiques et politiques.

Une baisse des cartes de presse délivrées ces dernières années

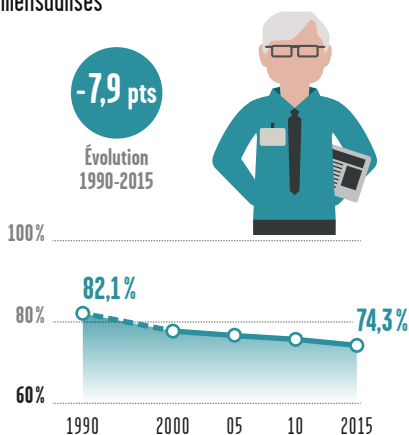
Nombre total de cartes délivrées par la CCIJP et  nombre de premières demandes



Source : CCIJP

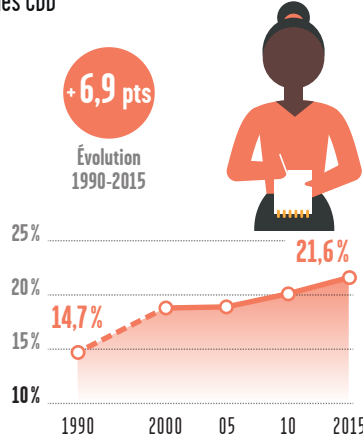
Une nette précarisation de la profession

Part des journalistes mensualisés

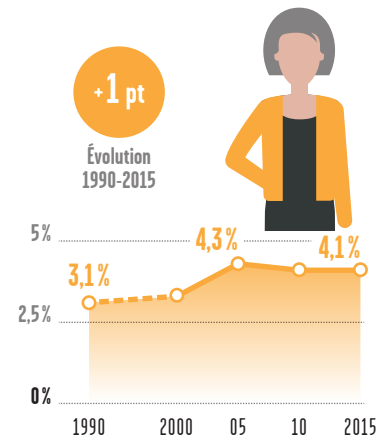


Source : CCIJP

Part des pigistes et des CDD



Part des chômeurs



Après avoir augmenté de manière continue et régulière jusqu'au milieu des années 2000, le nombre de cartes de presse délivrées désormais décline. Il s'agit surtout d'une baisse des nouveaux entrants, phénomène marquant depuis l'année 2000, qui témoigne clairement de la diminution de l'offre d'emploi dans le secteur. Par ailleurs, la précarisation - qui se lit dans l'augmentation de la part des chômeurs, des pigistes et CDD - est à mettre en lien avec les récessions économiques successives qui ont traversé les années 2000.

2 PORTRAIT-ROBOT DES DIPLÔMÉS EN JOURNALISME AUJOURD'HUI

Les diplômés en journalisme sont largement majoritaires parmi les nouveaux titulaires de la carte de presse. Ils représentent 63 % des nouveaux encartés en 2013, contre seulement 44 % en 1998. Mais cette progression ralentit fortement depuis 2008 ; peut-être un certain étiage est-il atteint.

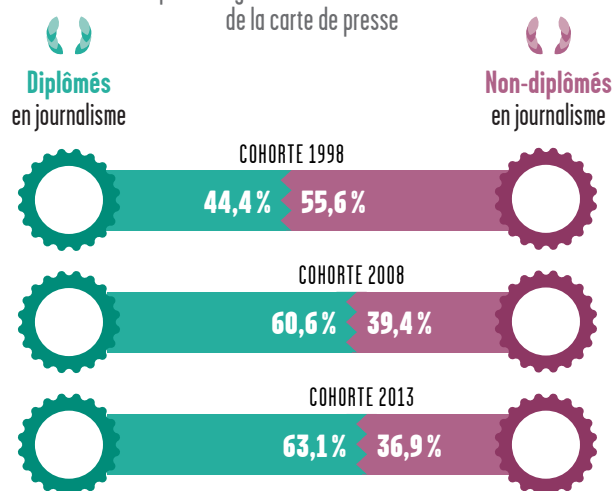
Ils sont issus majoritairement d'écoles privées

Si l'offre de formation est largement dominée par les filières universitaires*, la majorité des diplômés en journalisme sortent plutôt des écoles privées. La multiplication de cette offre privée correspond, d'une part, à un choix réfléchi d'étudiants en quête de recrutement post-bac. Et d'autre part, elle répond à une demande croissante de postulants qui, n'ayant pas réussi leur concours d'entrée dans des cursus reconnus, s'engouffrent dans ces formations moins sélectives scolairement et souvent onéreuses.

Ces jeunes sont à la recherche de ce qu'ils appellent « un bon rapport entre la théorie et la pratique » et bannissent souvent pour cette raison les études dites « classiques universitaires », recherchant des formations dont le contenu et le rythme d'enseignement leur permettent d'être les plus opérationnels possibles pour aller immédiatement « sur le terrain ». Cela explique peut-être le développement récent de l'alternance (dans les

Les diplômés en journalisme sont désormais largement majoritaires

Répartition globale des nouveaux titulaires de la carte de presse

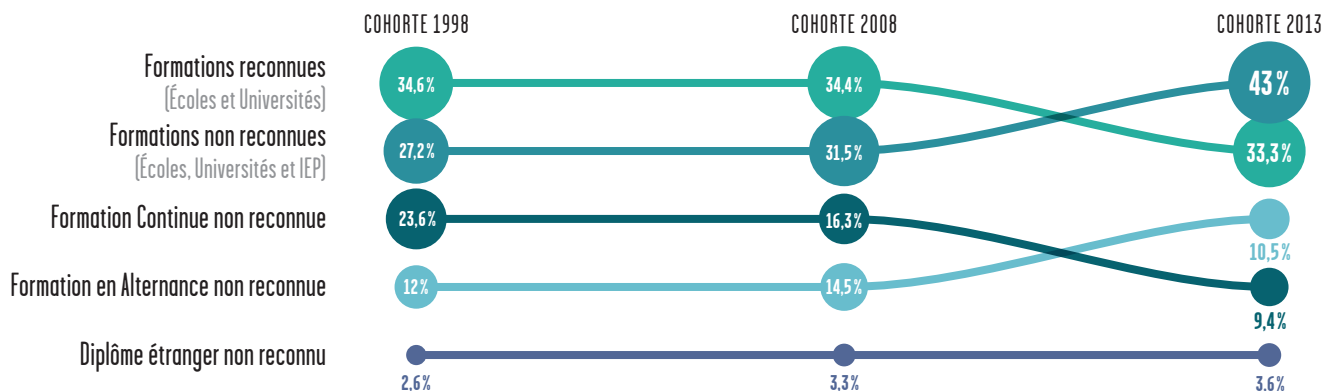


Source : CCIJP / IFP

cursus universitaires et les écoles privées) qui reste marginal pour les trois cohortes étudiées, mais dont la situation pourrait évoluer rapidement pour les générations suivantes.

La montée en puissance des formations non reconnues

Part des diplômés en journalisme par type de formation initiale



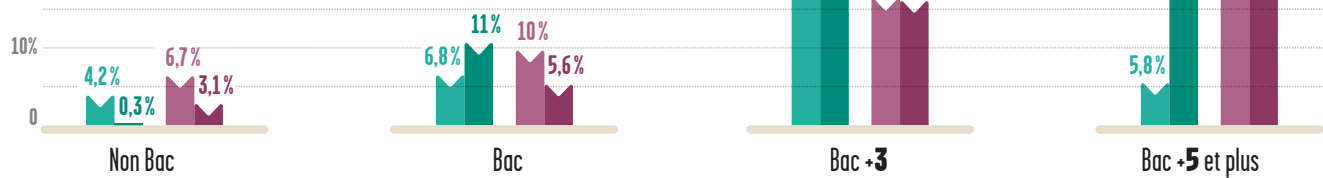
Source : CCIJP / IFP

* Les rapprochements récents de certaines écoles privées avec des universités, telles que l'ESJ Lille avec l'Université Lille 1 et de l'IPJ de Paris avec l'Université Paris-Dauphine, élargissent encore le champ d'intervention de l'Université dans la formation initiale au journalisme.

De plus en plus de diplômés de cursus au-delà de bac+3

Niveau du diplôme de formation générale le plus élevé des nouveaux titulaires de la carte de presse

Diplômés en journalisme 1998 2013
Non-diplômés en journalisme 1998 2013



Source : CCIJP / IFP

Ils cumulent les diplômes et passent majoritairement par information-communication

En seulement quinze ans d'écart, la croissance des diplômés à partir de Bac + 3 est significative. Outre l'effet mécanique de la massification de l'enseignement supérieur, on peut y voir l'effet de la mise en place du LMD (réforme Licence-Master-Doctorat), avec le niveau Licence (Bac + 3) comme premier niveau pertinent de l'enseignement supérieur et le niveau Master (Bac + 5). Sans oublier, bien sûr, les niveaux d'admission requis par les écoles, majoritairement à Bac + 3.

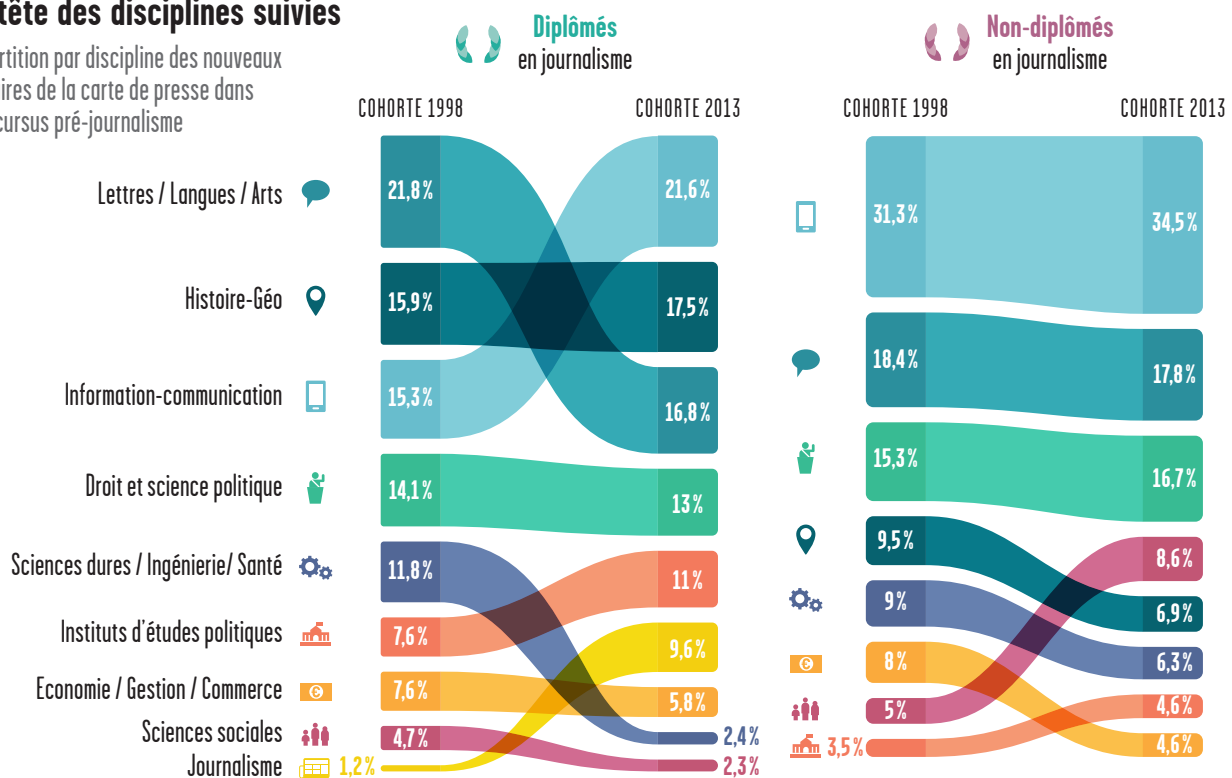
En tête des disciplines choisies, le quatuor Info-com / Histoire-géo / Lettres-Langues-Arts / Droit et Sciences

politiques est identique pour les diplômés comme pour les non diplômés en journalisme. Par contre, le passage par un IEP clive fortement les deux groupes : 11% en 2013 pour les diplômés en journalisme et seulement 5% pour les non-diplômés.

Des disciplines aussi importantes aujourd'hui pour la compréhension des transformations du monde que l'économie, les sciences de la vie ou de la nature ou l'informatique sont très peu représentées, alors qu'on attend des journalistes qu'ils soient capables d'analyser pour leur public les dites transformations.

Information-communication en tête des disciplines suivies

Répartition par discipline des nouveaux titulaires de la carte de presse dans leur cursus pré-journalisme



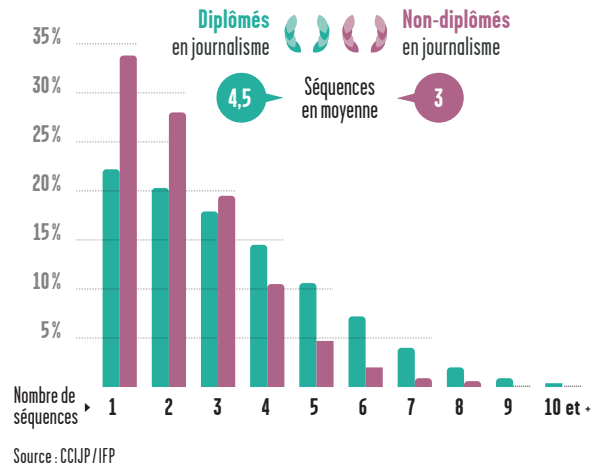
Source : CCIJP / IFP

Leurs parcours pré-carte sont symboliques de la saturation du marché du stage

Les parcours pré-carte* de presse sont plus fournis pour les diplômés en journalisme (en moyenne plus de 4 séquences par individu) que pour les non-diplômés (3 en moyenne par individu). C'est un effet mécanique qui s'explique par une hausse de l'offre de formations qui sature le marché du stage, mais aussi par la baisse du nombre d'offres d'emplois en journalisme. Autre signe de saturation : les jeunes ainsi mis en concurrence doivent multiplier les stages. Mais, si le nombre de séquences pré-professionnelles augmente, leur durée moyenne diminue de 5 mois entre 1998 et 2013.

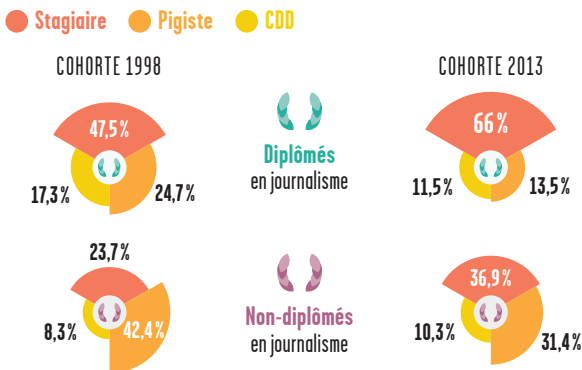
Pré-carte : des parcours plus fournis pour les diplômés

Répartition par nombre de séquences pré-professionnelles des nouveaux titulaires de la carte de presse (2013)



Pré-carte : le boom des stagiaires

Répartition par statut professionnel des nouveaux titulaires de la carte de presse

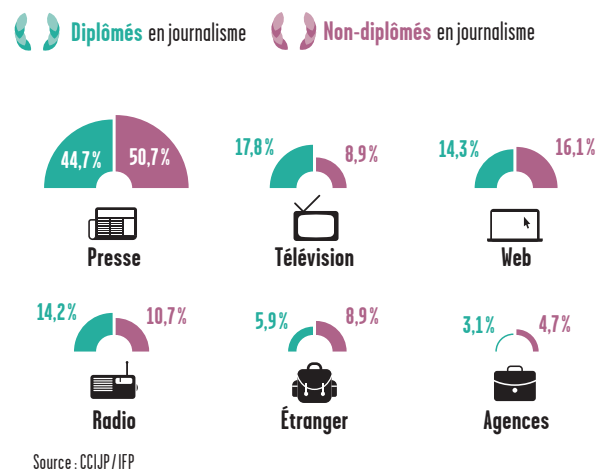


La présence grandissante d'étudiants stagiaires constitue en effet une ressource pour les entreprises dans tous les secteurs, et les médias n'échappent pas à cette logique. Mais ici, les stagiaires s'installent au détriment d'une partie des journalistes en activité, de pigistes ou de salariés en CDD qui voient ainsi les postes temporaires se raréfier car être occupés par ces stagiaires nettement moins bien rémunérés. Cette pratique vient ajouter au flou qui entoure la réalité et le nombre des emplois existants dans les entreprises médiatiques.

Les parcours pré-carte* sont symptomatiques de la situation du marché du travail journalistique : la presse écrite y reste dominante, mais sa part baisse régulièrement depuis plus de 20 ans. Viennent ensuite, pour les non-diplômés en journalisme, le web et la radio alors que pour les diplômés, c'est la télévision qui arrive en second, avant le web et la radio.

Pré-carte : la presse écrite reste majoritaire

Répartition par média des nouveaux titulaires de la carte de presse (2013)



* Ensemble des expériences accumulées tout au long des parcours étudiants ou professionnels avant la première demande de carte.

3 LEUR INSERTION EST MARQUÉE PAR LA PRÉCARITÉ ET UNE PLACE IMPORTANTE DU WEB

La part des statuts précaires l'emporte au fil du temps

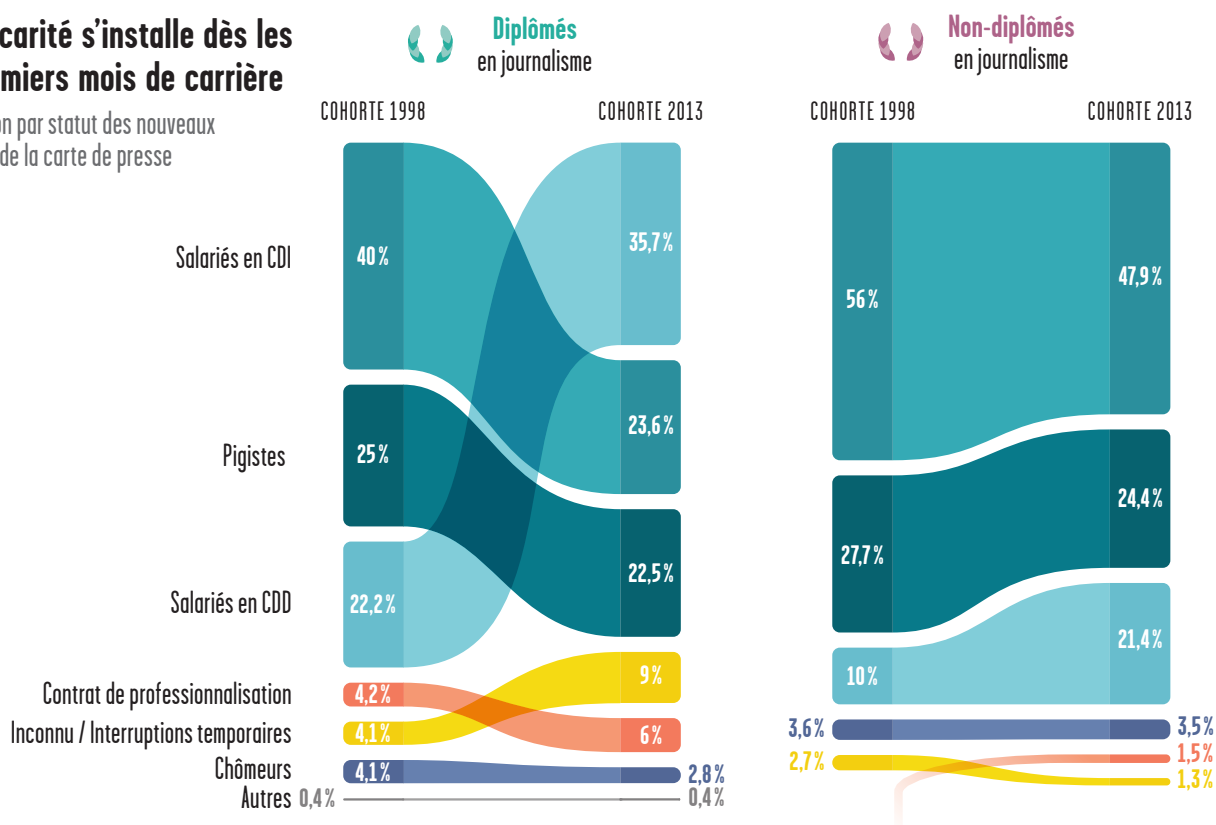
Le jeune titulaire de la carte n'a pas le temps de souffler. Après avoir connu une concurrence importante lors des concours aux formations en journalisme, les diplômés entrent dans une phase de primo-recrutement marquée par la concurrence et l'incertitude sur l'avenir. 36% déclarent avoir eu des difficultés à trouver un ou plusieurs emplois à la sortie de l'école. Cette précarité s'installe très tôt, dès les 36 premiers mois de carrière*. Certes, une majorité consolide sa position en évoluant vers le statut stable lié au CDI. Mais au fil des cohortes, la situation se dégrade et la part des statuts précaires l'emporte : les CDD et chômeurs deviennent les plus nombreux, la part des pigistes restant à peu près stable. Situation singulière : les diplômés en journalisme sont moins nombreux en CDI et plus fréquemment au

chômage que les non-diplômés. Cela tient en partie à l'importance des CDD dans les parcours des diplômés qui n'hésitent pas à s'inscrire au chômage en cas de vacance de contrat, dans l'attente de postes qui les intéressent plus. Mais surtout en raison des secteurs d'emploi visés à savoir l'audiovisuel et le web. Or dans l'audiovisuel, le recours au CDD est fréquent.

Le passage par le chômage, les périodes hors carte de presse non renseignées et les sorties définitives des fichiers de la CCIJP témoignent aussi de formes variées d'instabilité, contraintes ou choisies. Sur l'ensemble des nouveaux titulaires de la carte de presse, 13,7% de ceux de la cohorte 1998 sont déjà sortis au bout de 36 mois, 19 % pour la cohorte 2008 et 21% pour la cohorte 2013!

La précarité s'installe dès les 36 premiers mois de carrière

Répartition par statut des nouveaux titulaires de la carte de presse

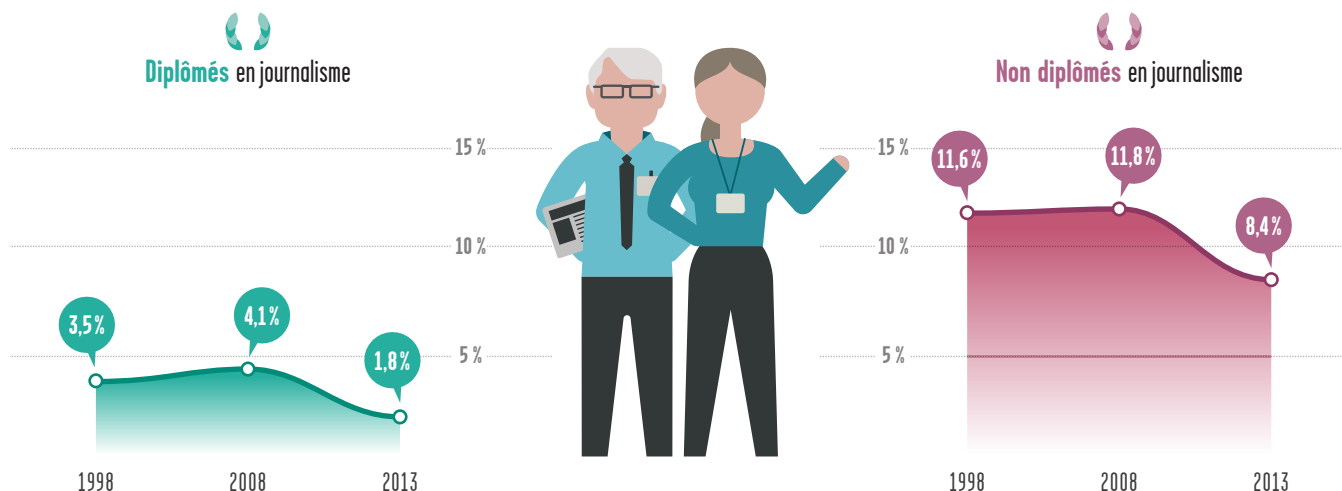


Source : CCIJP / IFP

* La carrière démarre dans notre méthodologie à partir de l'obtention de la première carte.

Un accès plus difficile à l'encadrement au cours des 36 premiers mois de carrière

Part des nouveaux titulaires de la carte de presse accédant à un poste de cadres



Source : CCIJP / IFP

Le passage à une position d'encadrement qui commence également au cours de ces 36 mois, montre un vrai ralentissement. Et là encore, la cohorte 2013 ne parvient pas aux mêmes résultats que les deux précédentes : seuls 1,8% des diplômés et 8,4% des non-diplômés accèdent au statut de cadre en 2013 contre respectivement 3,5% et 11,6% en 1998.

Cette instabilité s'explique par deux principaux facteurs que sont la crise économique et la concurrence de plus en plus forte entre les jeunes «sur-diplômés». Le «parcours du combattant» se prolonge significativement avant la première «vraie» embauche : «Le degré d'exigence s'est élevé puisque le tamis, le filtre, le filet est de plus en plus étroit», témoigne le secrétaire général de la rédaction d'un titre de la presse quotidienne régionale. Mais la difficulté de ces jeunes encartés est aussi de trouver un travail dont le contenu soit stimulant d'un point de vue journalistique et offrant les conditions pour de le réaliser durablement (rémunération, temps de travail, etc.)

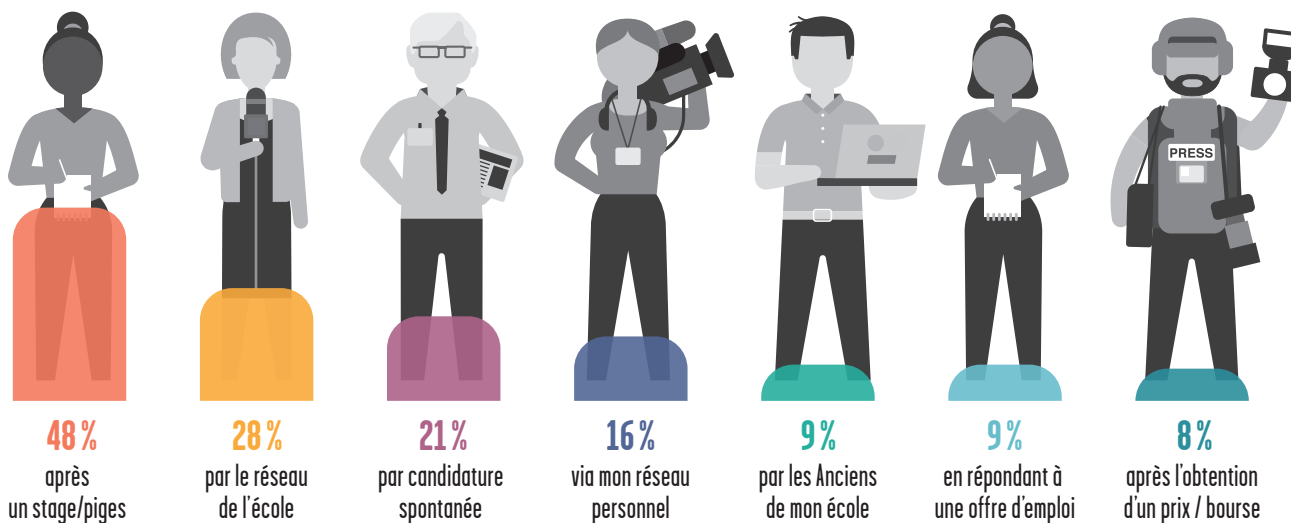
Selon un questionnaire diffusé auprès de trois promotions de diplômés en 1997, 2007 et 2012, issus de 27 cursus :

14% ont trouvé des emplois ou des piges, mais éloignés de leurs intérêts professionnels

22% déplorent que leurs conditions de travail ne leur permettent pas de fournir un travail de qualité sans empiéter sur le temps libre

37% trouvent qu'ils gagnaient trop peu au regard de la quantité de travail fournie dans les premiers mois après leur sortie de l'école

Comment avez-vous trouvé votre premier emploi ?



Source : questionnaire diffusé auprès de trois promotions de diplômés en 1997, 2007 et 2012, de 27 cursus.

66 *Après, sur l'évolution de la carrière, y'a des moments où je me suis dit que j'allais me barrer parce que ça marchait pas, j'étais face à des remontrances. Le management dans une rédaction, notamment pour les pigistes, peut être extrêmement difficile. Parce que, t'as un CDD qui passe, tu penses qu'il est pour toi et non, et tu vis ça comme un échec, tu te remets en question et tout, et puis finalement, tu dis : « C'est pas grave, je vais continuer quand même ». Disons qu'il faut être bien costaud mentalement. [...] Il y a un moment donné où on m'avait promis de m'embaucher en CDI et finalement non, du coup tu réfléchis : est-ce-que je reste ou pas ? Donc les plans, il n'y a pas de plans, tu réfléchis... Là je suis bien où je travaille.*

Fabien, 29 ans, journaliste pigiste, diplômé en 2012 d'un cursus non reconnu

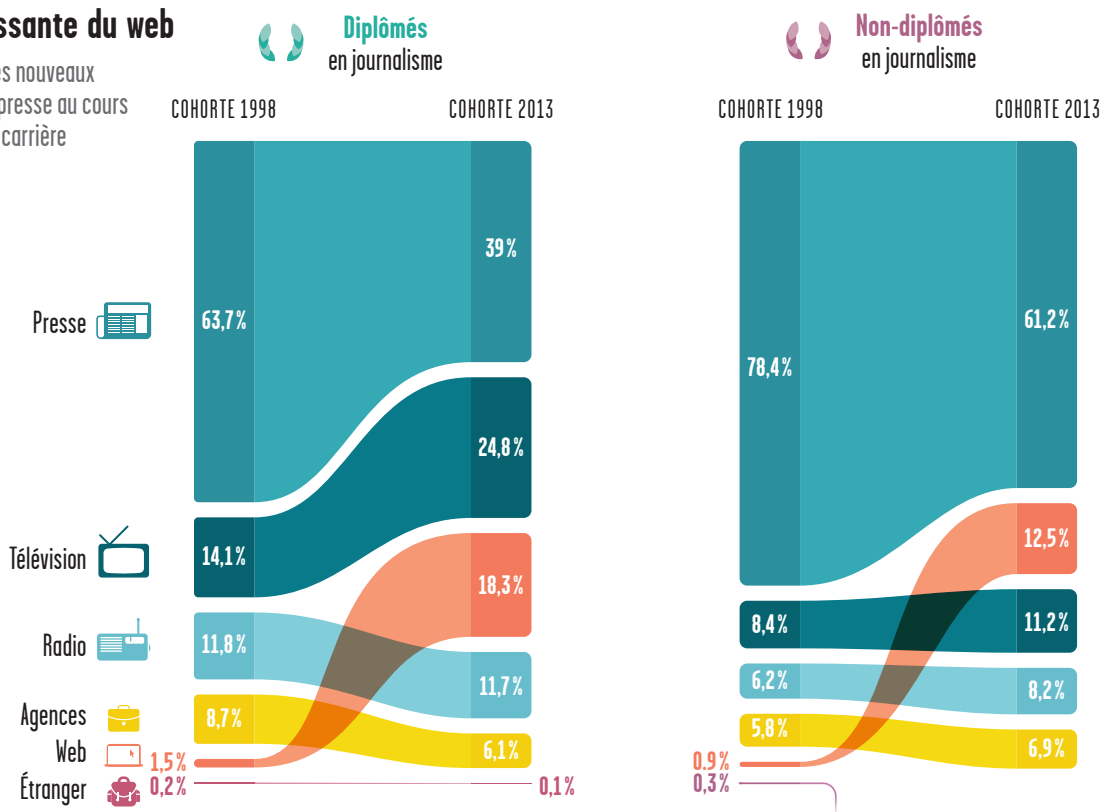
Stage, réseau de l'école et web, les meilleures voies d'accès

Près de la moitié des diplômés déclare avoir trouvé son premier emploi après un stage ou après plusieurs piges, ce mode de recrutement étant largement privilégié au sein des rédactions. Les employeurs puisent en effet prioritairement au sein des « collaborateurs » qu'ils connaissent déjà. Hormis la validation d'un diplôme d'un cursus reconnu, les recruteurs valorisent l'expérience professionnelle, de préférence au sein de leur entreprise.

En deuxième place des déclencheurs d'accès au marché du travail, l'école permet de se constituer un réseau par l'intermédiaire des intervenants professionnels au sein des formations. Par ailleurs, les écoles les plus anciennement reconnues et classées en haut de tous les palmarès aident au « placement » de leurs étudiants à l'issue de leur formation. Cet effet protecteur persiste pendant les premières années de leur entrée sur les marchés du journalisme.

La place grandissante du web

Répartition par média des nouveaux titulaires de la carte de presse au cours des 36 premiers mois de carrière



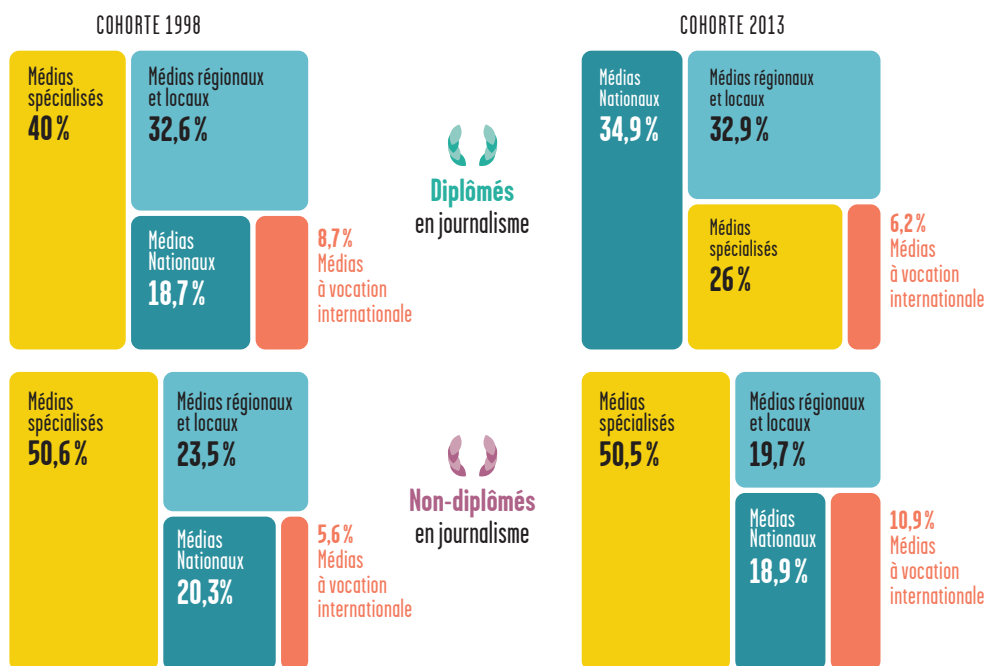
Source : CCIJP / IFP

Lorsque l'on regarde attentivement cette séquence des 36 premiers mois, la part des médias occupés montre de nettes évolutions entre 1998 et 2013. Si la presse écrite – plus précisément la presse spécialisée technique et professionnelle et la presse quotidienne régionale – reste le premier marché d'emploi des nouveaux titulaires de la carte, la part du web augmente significativement, avec une présence plus

importante des diplômés en journalisme. Cette place grandissante du web se lit aussi dans la répartition par spécialisations des médias : si les diplômés s'installent de façon croissante dans les médias nationaux, c'est en raison du passage par les sites web de ces titres, en particulier des quotidiens. Ces derniers ont très peu recruté depuis 1998 et donc le moyen d'y parvenir un jour est d'entrer par le site web.

Les diplômés s'installent dans les médias nationaux

Répartition par spécialisation des nouveaux titulaires de la carte de presse au cours des 36 premiers mois de carrière



Source : CCIJP / IFP

4 DES CARRIÈRES TOTALEMENT REDESSINÉES

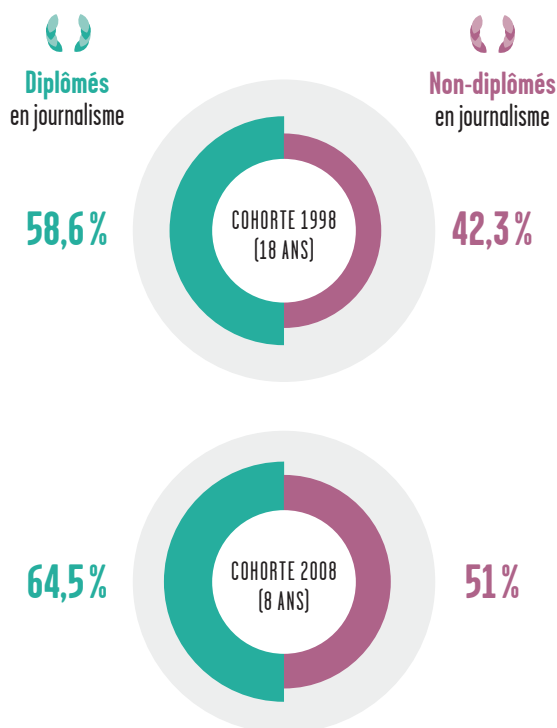
Plus de mobilité, moins de carrières complètes

Les diplômés plus protégés, mais plus mobiles

Les carrières complètes* concernent plus les diplômés en journalisme que les non-diplômés, avec un écart de 12 points entre les deux groupes. Le diplôme en journalisme semble donc avoir un effet relativement protecteur. Malgré l'écart de durée d'observation entre ces deux cohortes (18 ans pour 1998 et 8 ans pour 2008), on peut faire l'hypothèse que la part des carrières complètes d'encartés sera plus faible pour les nouveaux titulaires de la carte de presse 2008 à 18 ans puisqu'à 8 ans, ils sont déjà 64,5%, soit 6 points de plus que les nouveaux titulaires 1998 à 18 ans.

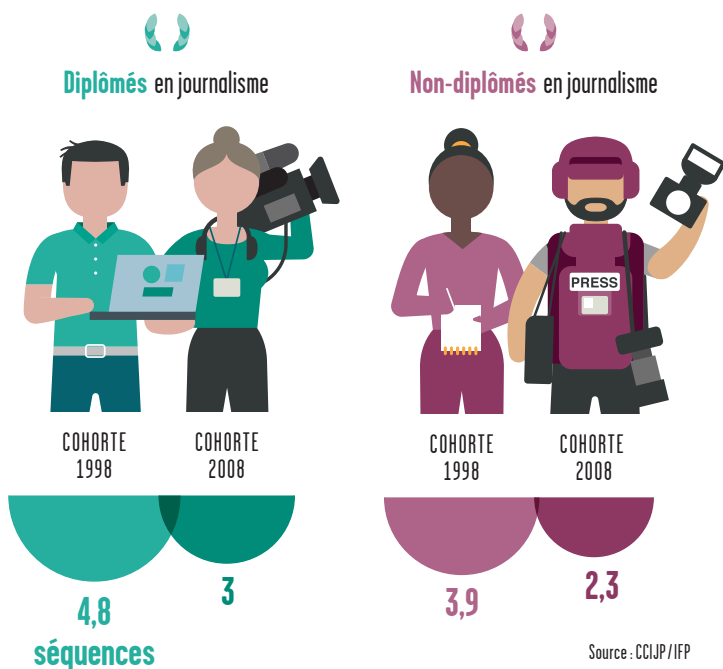
Les carrières complètes concernent plus les diplômés

Part des carrières complètes dans les effectifs des nouveaux titulaires de la carte de presse



Une mobilité plus forte des diplômés

Nombre moyen de séquences professionnelles chez les nouveaux titulaires de la carte de presse

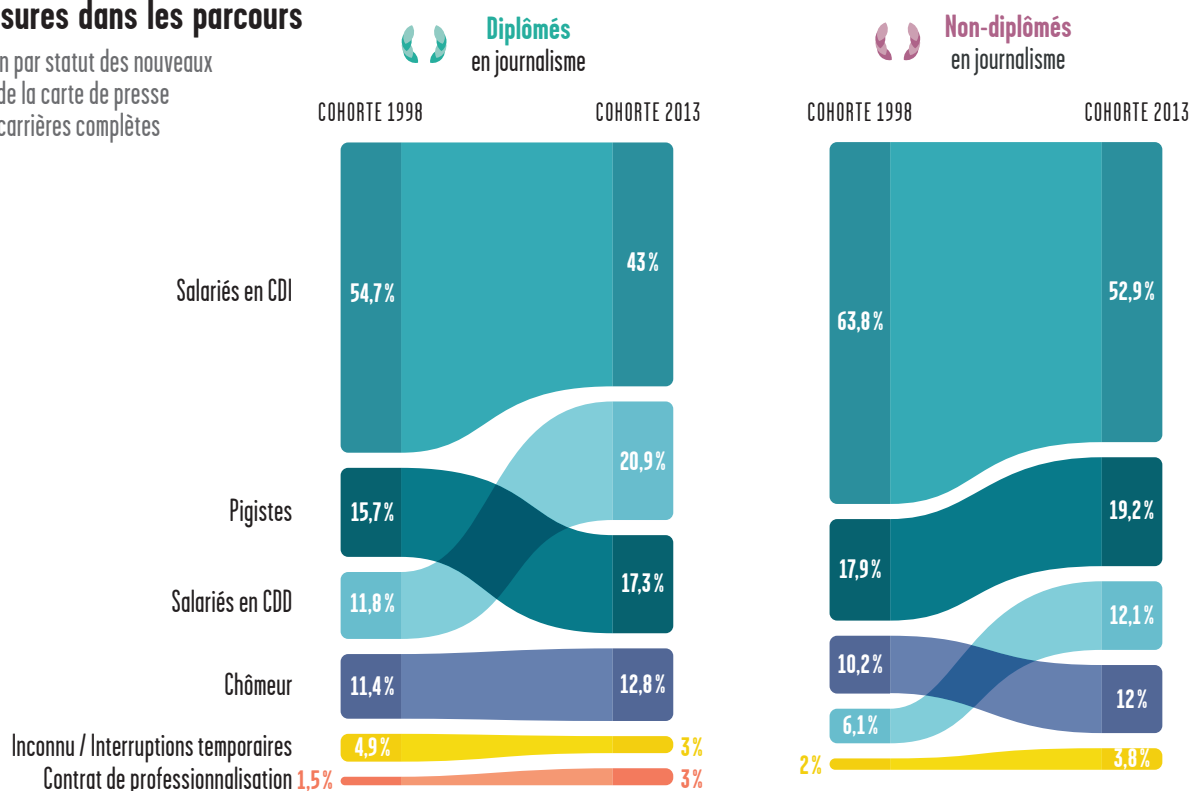


Si on se focalise sur le nombre moyen de séquences par individus de carrières complètes, on constate une mobilité plus forte des diplômés. Les diplômés de 1998 auront ainsi connu un changement tous les 3 à 4 ans dans leur vie professionnelle (environ 5 étapes) alors que les diplômés 2008 auront dû bouger tous les 2 ans (3 étapes). Chez les non-diplômés, la cohorte 1998 aura vécu un changement tous les 5 ans (à peine 4 étapes) et celle de 2008, tous les 4 ans (un peu plus de 2 étapes).

* Les carrières complètes correspondent à une situation précise : être toujours inscrit dans les fichiers de la CCIJP au 31 décembre 2015. Pour le renouvellement annuel de la carte, il faut prouver une activité journalistique principale pour une année complète.

CDD, chômage, piges... : des césures dans les parcours

Répartition par statut des nouveaux titulaires de la carte de presse parmi les carrières complètes



Source : CCIJP / IFP



Succession de centaines de CDD ou de piges, de remplacements ponctuels ou de renforts liés aux besoins de l'actualité. Des contrats par nature incertains, plus ou moins espacés, demandés au dernier moment (la veille pour le lendemain, la nuit, ou le matin pour le jour même), dans une géographie étendue (appels de différentes antennes régionales) et sans certitudes d'avoir d'autres contrats. Demande une grande mobilité et impossibilité de mener une vie sociale pour rester disponible en permanence, et impossibilité de se projeter au-delà de quelques jours pour tout projet personnel.

Homme, 35 ans, en CDI trois ans après la sortie de l'école, diplômé en 2007 d'un cursus reconnu

Comme au cours des 36 premiers mois, des césures dans les parcours apparaissent liées surtout au passage par des périodes de chômage, à des sorties temporaires des fichiers de la CCIJP, sorties non renseignées, et à la part grandissante des CDD et des pigistes.

Les parcours des diplômés en journalisme titulaires de la carte en 1998 illustrent ces tendances globales.

Poly-statutaires avec chômage ou interruptions temporaires **37%**

Exclusivement CDI **33%**

De CDD ou Contrat Pro à CDI **10,7%**

De pigiste à CDI **13,4%**

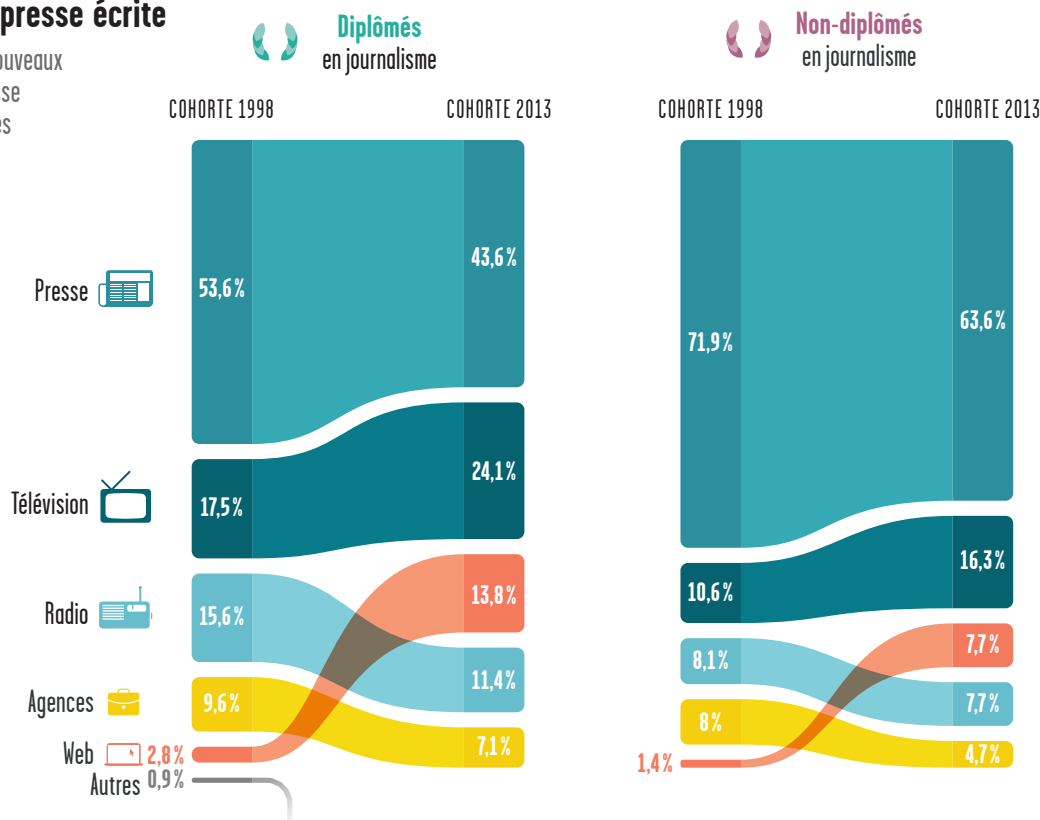
Poly-statutaires sans chômage ni interruptions **5,4%**

L'audiovisuel et le web plus accueillants pour les diplômés

Si la part de la presse diminue au profit essentiellement de l'audiovisuel, les non-diplômés restent plus nombreux en presse écrite que dans l'ensemble des autres médias. Et surtout, leur présence dans le web reste nettement plus faible que celles des diplômés. Cette présence importante des diplômées en journalisme dans les médias plus techniques s'explique en partie par le contenu de leur cursus qui est une garantie pour les recruteurs.

Les non-diplômés restent plus nombreux en presse écrite

Répartition par média des nouveaux titulaires de la carte de presse parmi les carrières complètes



Source : CCIJP / IFP

Les nouvelles frontières de la profession

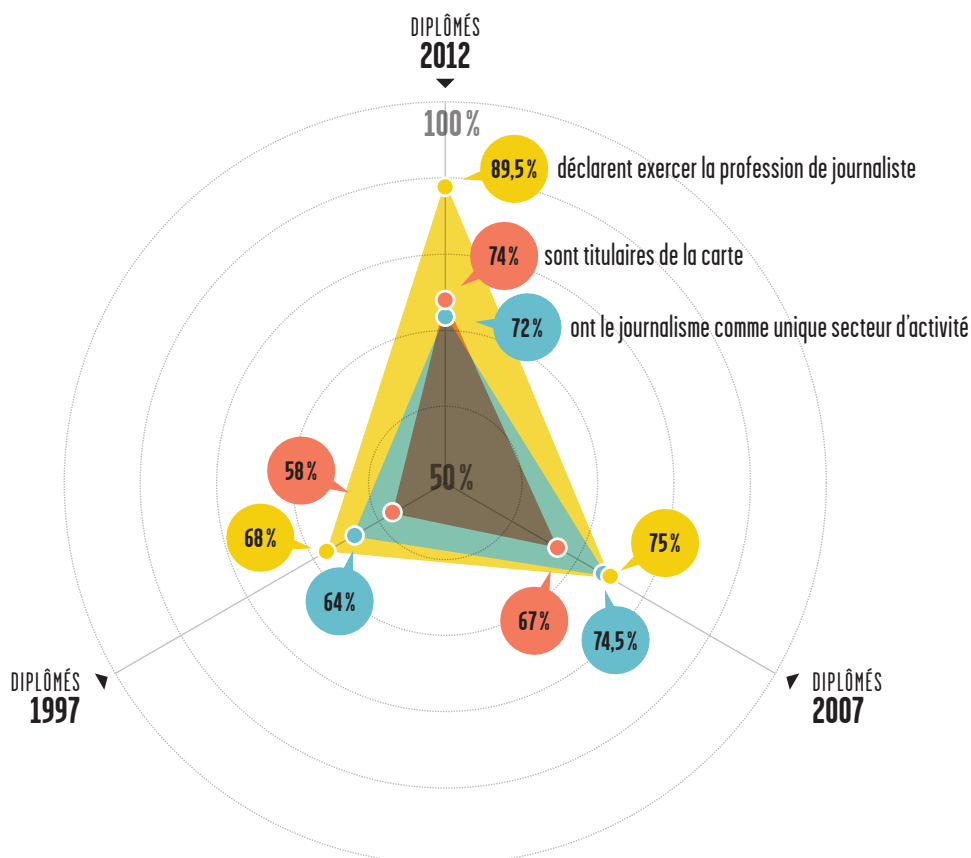
En étudiant les parcours professionnels des diplômés en journalisme, c'est la définition du journalisme qui se retrouve au cœur des échanges avec les professionnels sollicités. En effet, l'écart est grand entre la définition la plus subjective – la profession que déclarent les répondants – et la définition objective la plus restreinte – n'exercer que dans le journalisme. Ce différentiel constitue une sorte de « zone grise » du journalisme qui tend à correspondre aux situations de précarité touchant une partie du marché du travail des journalistes.

Pour le comprendre précisément, il faut revenir aux 3 critères d'appartenance au journalisme :

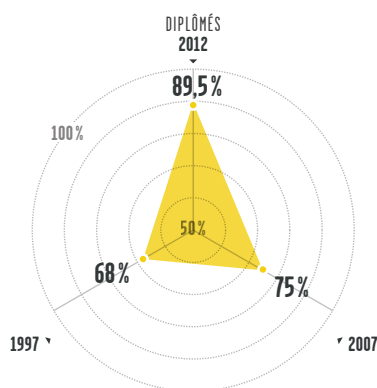
- 1 > la définition la plus large et subjective correspond à la profession que déclarent les répondants
- 2 > la définition institutionnelle correspond à la détention de la carte de presse
- 3 > une définition plus restreinte exclut ceux dont l'activité professionnelle ne se limite pas au journalisme et qui travaillent dans d'autres secteurs des médias, en particulier le web et la communication

Mais cette zone grise varie beaucoup selon les cohortes. Les diplômés de 2012 essaient encore de trouver un poste qui correspond à leurs aspirations professionnelles, même si leur situation est momentanément - pour une partie d'entre eux - en décalage avec leurs représentations du métier. Avec le temps, ce décalage se réduit. Soit les diplômés revoient leurs ambitions et sortent de la profession, soit ils finissent par atteindre leurs objectifs.

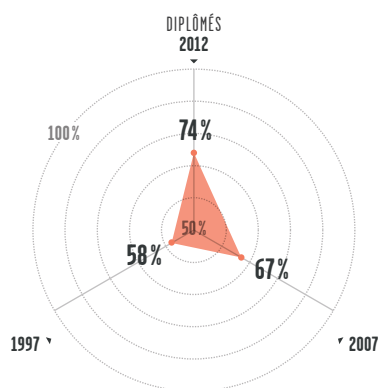
La « zone grise » du journalisme à la jonction des différentes définitions du métier



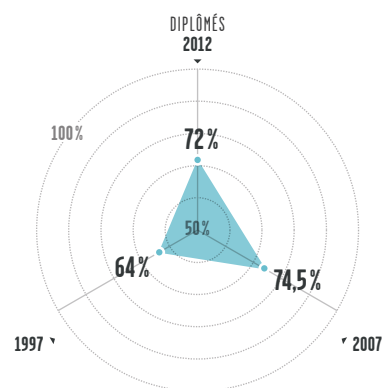
% des journalistes déclarant exercer la profession de journaliste



% des journalistes déclarant être titulaires de la carte



% des journalistes ayant le journalisme comme unique secteur d'activité



Source : questionnaire diffusé auprès de trois promotions de diplômés en 1997, 2007 et 2012, de 27 cursus.

5 LE PHÉNOMÈNE DE SORTIE DU JOURNALISME S'AMPLIFIE

Qu'est-ce qui pousse les journalistes à quitter la profession ?

Plusieurs formes de « sorties »

Le phénomène des sorties des fichiers de la CCIJP tout au long des carrières ne doit ni être surestimé ni mal interprété : sortir des fichiers de la CCIJP ne signifie pas nécessairement quitter le journalisme. En effet, la détention de la carte de presse n'est pas obligatoire pour l'exercice de l'activité.

Ce non-renouvellement peut correspondre à plusieurs formes de « sorties » : des fausses sorties si celui qui ne renouvelle pas sa carte reste journaliste, mais exerce sans la carte sous des statuts divers ; des sorties réelles à destination d'activités périphériques au journalisme ce qui permet de préserver sa socialisation professionnelle (communication, réalisation ou production audiovisuelle, édition, industries culturelles au sens large) ; et enfin, des sorties tout aussi réelles que les précédentes mais à destination d'univers radicalement différents. L'âge moyen de sortie se situe aux alentours de 38/39 ans, un âge raisonnable pour envisager une nouvelle situation professionnelle.

La précarité, un facteur-clé

La répartition par statuts des sortants montre des différences importantes avec celle qui prévaut pour les non-sortants : la part des positions stables en CDI y est nettement plus faible, environ quinze points de moins que pour les carrières complètes. Les positions instables sont donc mécaniquement plus nombreuses, en particulier celle de pigiste. Le passage par le chômage est aussi nettement plus fréquent : 10 points de plus que pour les carrières complètes. Ces éléments, symptômes d'une précarité plus grande, expliquent en grande partie les sorties. La cohorte 2008, sortie en pleine récession, incarne particulièrement le



Je n'ai pas fait la demande quand j'aurais pu y prétendre après l'école, et depuis, mes revenus institutionnels sont trop importants.

Homme, journaliste pigiste et communicant institutionnel, 29 ans, diplômé en 2012 d'un cursus reconnu

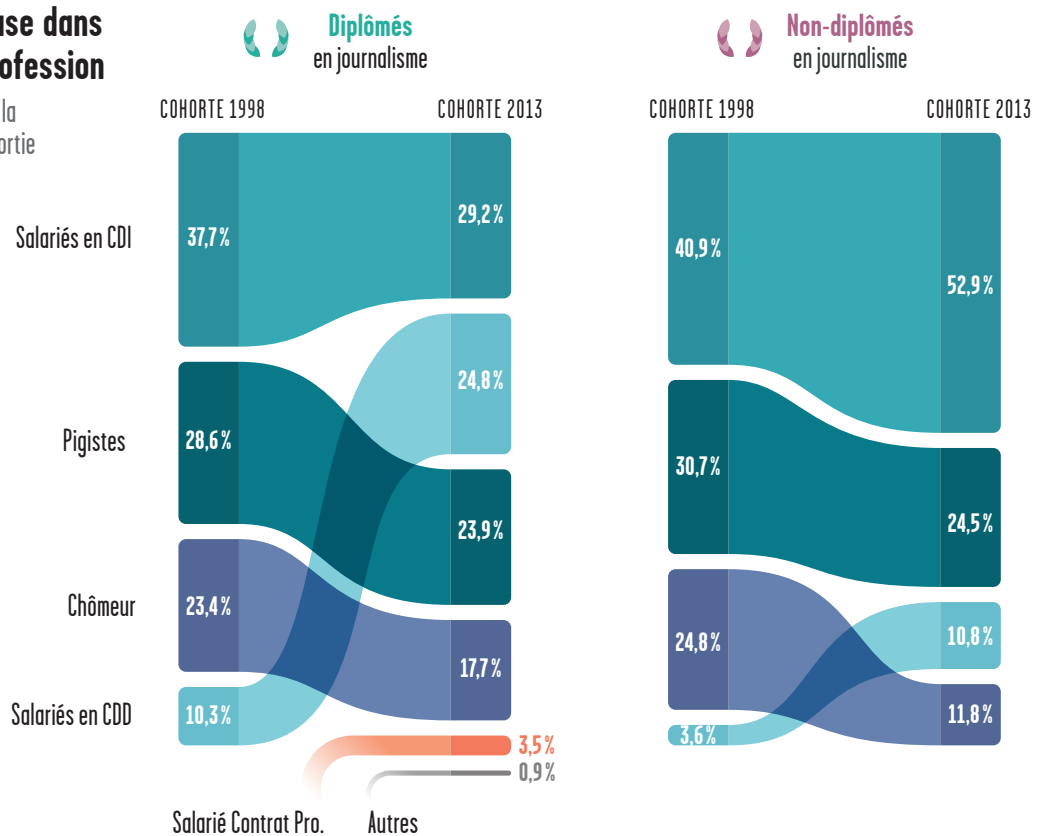


La précarité de la pige et de toutes sortes de contrats de travail que j'ai pu signer durant les 3 années où j'ai eu la carte, la qualité de travail dans les rédactions où je suis passée, m'ont déprimée et m'ont fait perdre mes idéaux qui m'avaient poussée à faire des études de journalisme. J'ai pris une année sabbatique (service civique dans une association de lutte contre la pauvreté). À l'issue de cette année sabbatique, j'ai décidé de ne pas poursuivre dans le monde de la presse mais de travailler dans le monde associatif et militant.

Femme, 33 ans, chargée de projet dans une ONG, diplômée en 2007 d'un cursus reconnu

La précarité en cause dans les sorties de la profession

Répartition par statut lors de la dernière séquence avant la sortie



Source : CCIJP / IFP

“**À un moment je voulais vraiment être salariée, parce que j’en avais marre d’être à la pige, ou d’écrire des documentaires à la maison. J’avais envie de sortir, de voir des gens. Et puis bon, après cinq-six mois à envoyer des CV à trois millions de trucs de presse, sans aucune réponse positive, comme quelques années auparavant d’ailleurs, j’étais démotivée. Donc après avoir essayé désespérément, je me suis dit : "Bon bah, j’ai besoin quand même d’avoir un métier fixe." Et dans l’immobilier, ils offraient des CDI sans qualification. Alors que dans le journalisme, ils te demandaient toujours d’avoir 25 ans d’ancienneté.**

Noémie, 35 ans, négociatrice immobilière en freelance et scénariste de documentaires, diplômée en 2007 d’un cursus non reconnu

phénomène puisque 40% des nouveaux titulaires de la carte sont sortis des fichiers de la CCIJP au bout de 7 ans, alors que pour la cohorte 1998, ils n’étaient que 28% sur la même période.

Un phénomène d’usure

Parmi les motivations avancées par les « sortants » pour justifier leur bifurcation, la recherche d’un emploi stable, ou du moins d’une certaine stabilité, constitue l’argument le plus récurrent. Ils font chorus pour souligner la « fatigue », l’« usure », l’« épuisement », ou encore l’« abattement » qui menacent les pigistes ou les indépendants ; ces derniers devant « se battre » continuellement pour tout à la fois proposer des sujets aux employeurs, « décrocher » ou renouveler des contrats, étoffer leurs compétences, entretenir leur réseau, mais aussi conserver leur carte de presse ou faire valoir leurs droits aux allocations chômage.

Que deviennent-ils ?

Une sortie dans les marges de la profession :

Pour vivre, le journaliste complète ses revenus par une autre activité. Puis, cette activité d'abord secondaire devient l'activité principale, même si certains n'ont pas définitivement abandonné l'idée d'exercer le journalisme. Cette incursion dans des secteurs d'activité situés aux marges ou en dehors de la profession peut favoriser le franchissement du Rubicon, constituant une pré-socialisation aux activités para ou extra-journalistiques. Les sortants sont ainsi nettement plus nombreux dans la presse écrite et les médias spécialisés, sans doute découragés par les modes de gestion des équipes de certains groupes de presse. C'est donc dans les marges de la profession que s'opère la recomposition des emplois et, par extension, de l'identité des journalistes.

Le passage par le journalisme encarté semble néanmoins utile pour s'inscrire dans le groupe des journalistes légitimes. Ensuite, selon les situations, l'aspiration à une vie professionnelle plus ouverte et plus libre, moins entravée par les règles de la CCIJP en conduirait une partie à s'en affranchir. Sans doute quelque chose de similaire est-il à l'œuvre dès la sortie des formations puisqu'environ 1/4 à 1/3 des diplômés des cursus reconnus ne se présente jamais devant la CCIJP.

“ Avec le temps, j'ai arrêté de me dire que je... ne pouvais être que journaliste [hésitante]. Quand j'ai commencé, on nous disait : "La communication, c'est pas le journalisme, il y a pas de passerelles possibles entre, et la communication c'est le mal." Je vous résume ça de manière très [caricaturale], mais c'était ça en gros. Du coup pour moi, il était hors de question de travailler en communication, et puis au final, mes expériences journalistiques n'étaient pas forcément épanouissantes. Quand je faisais de la presse rédactionnelle et quand vous en arrivez à envisager d'écrire... d'avoir un CDI pour le magazine de fournitures de bureaux, donc d'écrire sur des sièges et des tables de bureaux et que c'est un CDI et que vous vous dites "Ça va durer cinq, dix ans, quinze ans!", c'est pas forcément ce qui vous met le plus en joie. Et c'est comme ça que j'ai commencé à mettre un pied dans la communication. Mais deux fois par mois, je partais en reportage terrain. Royal! Y compris à l'étranger, royal! Et donc, c'est comme ça que j'ai commencé à me dire, je vais arrêter de me mettre des barrières à moi-même, de mettre des étiquettes, ce qui est très français aussi! Et puis, je vais aller là où je pense qu'il y a du sens pour moi et où je peux être utile aussi. Et aujourd'hui, moi, je suis très épanouie dans mes multiples [insistant sur le mot "multiples"] activités, même si j'ai pas de carte de presse ni la qualité de journaliste la moitié de mon temps. Voilà!

Amandine, 31 ans, fondatrice d'une agence de communication et pigiste autoentrepreneure, diplômée en 2007 d'un cursus non reconnu

Toujours dans le « journalisme »

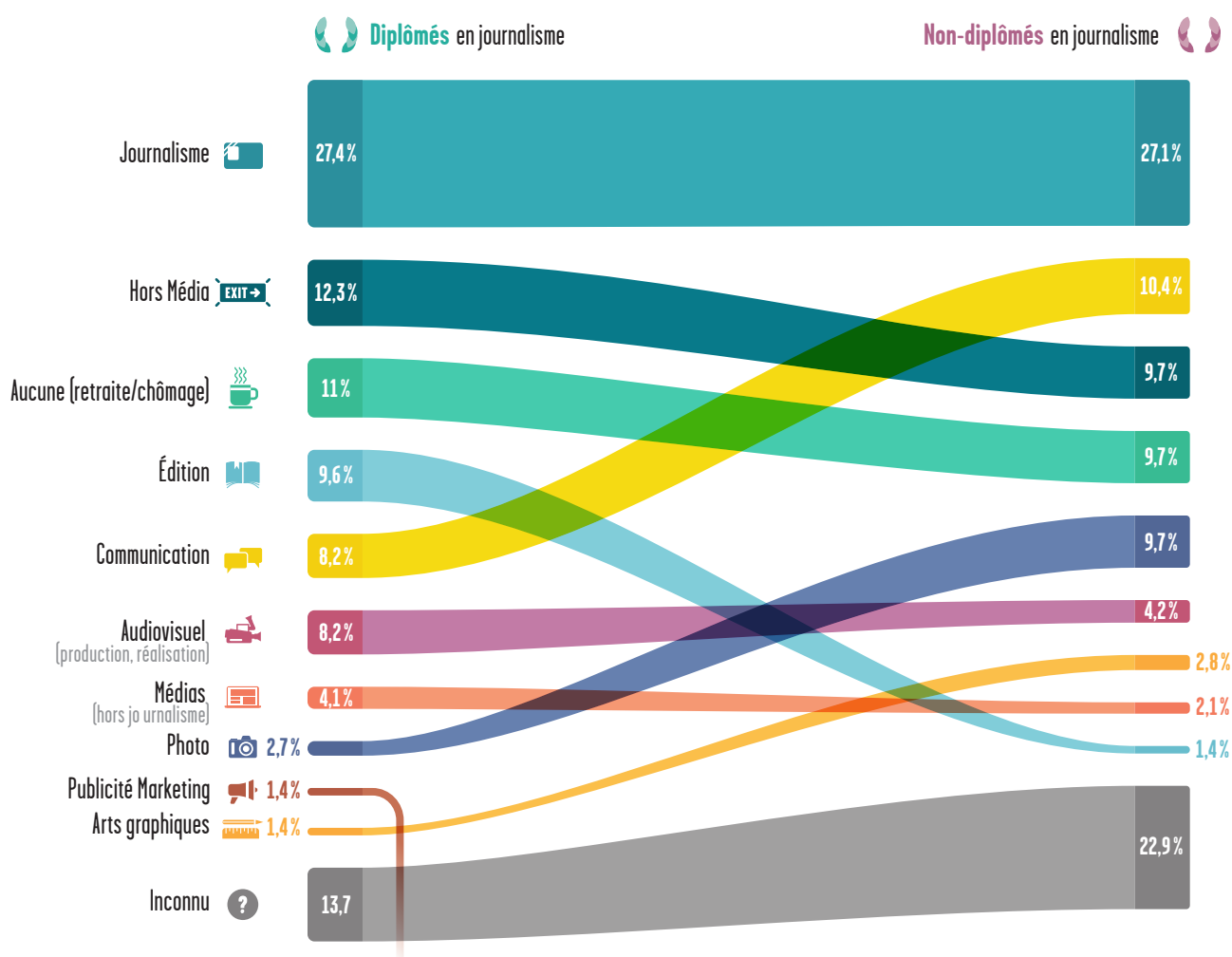
Le journalisme reste le premier secteur d'activité des sortants : en fait, plus du quart des sortants, diplômés et non diplômés, poursuivent leur activité professionnelle en journalisme sans la carte de presse. Ils s'inscrivent aussi dans des secteurs proches du journalisme qui sont, en quelque sorte, des extensions dans l'univers de la production de contenus pour les médias : production, réalisation audiovisuelle, photojournalisme, arts graphiques... Les métiers connexes tels que la communication, la publicité ou

l'édition sont également recherchés, mais dans des proportions moindres.

Les bifurcations professionnelles sont des séquences, mais aussi des épreuves, propices à un travail interprétatif visant à mettre en cohérence son parcours. Celui-ci emprunte souvent la forme d'une rationalisation a posteriori : les « sortants » établissent ainsi une continuité entre leur activité de journaliste et celle vers laquelle ils se sont dirigés.

Une sortie dans des secteurs proches du journalisme

Répartition par secteur d'activité des sortants 1998 après leur dernière carte de presse



Source : CCIJP / IFP

66 *J'avais la possibilité de poursuivre dans le journalisme, mais je ne devais pas suffisamment aimer le journalisme à la rigueur parce que je ne voulais pas en baver, quoi. Je ne voulais pas être... enfin plutôt, je voulais pas faire des chroniques de chiens écrasés. Et puis, j'avais trouvé un poste de CDI à dans un journal de presse quotidienne régionale, et à la même période, j'avais la possibilité de faire une vie aventureuse si vous voulez, qui correspondait mieux à mes attentes, enfin qui convenait plus à mes attentes quand j'avais 25 ans. Et on m'a proposé un poste de responsable en téléphonie mobile, donc pour vendre des téléphones mobiles en Afrique. Comme moi à l'époque, j'étais complètement rêveur et que pour moi, le journalisme c'était encore Joseph Kessel, alors que c'était déjà fini depuis bien longtemps malheureusement, moi en fait, je voulais une vie d'aventure. Je ne voulais pas d'une vie conventionnelle. Donc c'est pour ça que j'ai arrêté le journalisme.*

Sylvain, 46 ans, auto-entrepreneur dans le secteur de l'horlogerie, diplômé en 1997 d'un cursus reconnu

Des sorties volontaires pour plus de liberté et d'autonomie

Pour ceux qui sont sortis volontairement, ils vont y trouver des formes d'exercice peut-être plus riches, plus intéressantes et une liberté de choix et d'action, donc, en creux, une alternative aux incertitudes de l'emploi journalistique ou une réponse aux insatisfactions professionnelles. Ainsi, les salariés en CDI représentent autour de 40 % des sortants ! Ceux-là n'ont donc pas peur du risque que représente l'abandon du CDI si le travail est plus riche, plus intéressant et l'autonomie plus large.

Mais il faut noter que statutairement, le déplacement du salariat vers la prestation de service est également encouragé par certaines entreprises (choix du statut de TPE/microentreprise ou de travailleur indépendant), et est donc totalement à rebours des stratégies individuelles de sécurisation des carrières.

66 *J'ai été titulaire d'une carte de presse de 2007 à 2012. J'ai ensuite dû changer de statut et devenir intermittent à la demande d'un employeur (une chaîne de télévision nationale). Cette pratique est de plus en plus répandue. Ces cinq dernières années, la plupart de mes collègues Journalistes reporter d'images free-lance sont passés intermittents du spectacle et sont payés comme "Opérateurs de prise de vues".*

34 ans, journaliste sous le statut d'intermittent du spectacle, diplômé en 1997 d'un cursus reconnu

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Le Centre d'Analyse et de Recherche Interdisciplinaire sur les Médias (CARISM)

est le Laboratoire de recherches en Sciences de l'information et de la communication de l'Institut français de presse. Il interroge les cultures médiatiques et leurs prolongements numériques grâce à son équipe pluridisciplinaire : juristes, économistes, sociologues, historiens, sémiologues, spécialistes de l'internationalisation des médias...

> carism.u-paris2.fr



Université Panthéon-Assas

À L'ORIGINE DE CETTE ÉTUDE

L'Observatoire des métiers de la presse et celui de l'audiovisuel ont été mobilisés par leurs Commissions Paritaires Nationales de l'Emploi et de la Formation (CPNEF) respectives, avec le soutien financier de l'Afdas (Assurance Formation des Activités du Spectacle). Ils se sont associés à la Commission Paritaire de l'emploi des Journalistes (CPNEJ).

La Commission paritaire nationale emploi et formation (CPNEF) de l'audiovisuel

regroupe 23 organisations représentatives des employeurs et des salariés des branches professionnelles de l'audiovisuel. Elle travaille notamment sur les problématiques d'emploi et de formation des journalistes exerçant dans le champ de l'audiovisuel.

> www.cpnef-av.fr

La Commission paritaire nationale emploi et formation (CPNEF) de la presse et des agences de presse

réunit les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives des branches de la presse, et a pour rôle d'étudier les besoins en formation et en emploi du secteur. Les métiers du journalisme sont notamment concernés.

> www.metiers-presse.org

La Commission paritaire nationale de l'emploi des journalistes (CPNEJ)

est une instance de réflexion et de proposition aux partenaires sociaux de la presse, instaurée par la convention collective nationale des journalistes. Elle suit de près toutes les questions liées à l'emploi et à la formation des journalistes des différentes formes de presse.

> cpnej.free.fr

L'Afdas

est un organisme paritaire collecteur (OPCA, OPACIF et OCTA), agréé par l'État, chargé de gérer l'ensemble du dispositif de la formation professionnelle des secteurs de la culture, de la communication, des médias et des loisirs. Il assure la gestion opérationnelle et le financement des Observatoires des métiers des branches professionnelles, notamment travaux décidés par les CPNEF.

> www.afdas.com